

# Sursis pour le parc public de matériel de l'ARDT Défendons une culture de service public !



Mardi 15 novembre, la vente aux enchères du matériel scénique de l'ARDT n'a pas eu lieu. Beaucoup étaient venus pour voir et/ou acheter, certains de très loin. Se trouvaient là des prestataires privés, des collectivités territoriales, des associations, des professionnels techniques et artistiques, des citoyens...

Mais la mise aux enchères du panneau signalant l'entrée de l'ARDT, action symbolique qui aura durée plus de deux heures, a bouleversé le programme.

**Elle a permis une salutaire prise de conscience collective : ce parc de matériel mutualisé va cruellement manquer !**

Les citoyens et la profession mobilisée mesurent les conséquences sur le territoire du démantèlement d'un tel parc, à court et moyen terme. Ils ne comprennent donc pas que, malgré les divers soutiens et annonces d'intention de Collectivités Territoriales, aucune alternative au démantèlement de cet outil mutualisé n'ait pu aboutir. Ils ne comprennent pas non plus de voir mis en vente aux plus offrants du matériel payé par de l'agent public.

Nous continuons d'interpeller les pouvoirs publics locaux, et plus particulièrement la Région et le Grand Toulouse (50% du chiffre d'affaires réalisé pour des structures installées sur le périmètre de la Communauté urbaine). **Nous leur demandons d'expliquer publiquement les mesures d'urgence qu'ils comptent mettre en oeuvre pour assurer une continuité de la fonction de location de matériel mutualisé.**

La mise aux enchères du parc n'aurait, quoi qu'il en soit, pas permis aux structures modestes et petites collectivités de s'équiper ; une vente sous pli ou autre méthode ne pourra être interprétée que comme du mépris vis-à-vis de celles et ceux qui portent à bout de bras beaucoup des dynamiques artistiques et culturelles locales.

**APPEL UNITAIRE À RASSEMBLEMENT**  
DEVANT LA MEDIATHÈQUE J. CABANIS (ARCHE MARENGO)  
**TOULOUSE • LUNDI 21 NOVEMBRE • 8h30**  
juste avant le Conseil de Communauté (débat d'orientations budgétaires 2012 à l'ordre du jour)